MAIRIE DE MANOU

2, rue Louise Koppe
28240 – MANOU

Téléphone : 02 37 81 85 13 – Télécopie : 02 37 81 88 27

E.mail : mairie.manou@wanadoo.fr

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 29 MARS 2018

L'an deux mil dix-huit, le vingt-neuf mars à dix-neuf heures trente, le conseil municipal, dûment convoqué le vingt-deux mars deux mil dix-huit, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Jacques FLAUNET, Maire.

Etaient présents : M.FLAUNET, M. ROINEAU, Mme COUTEL, Mme BLANCHET, M. SAULNIER, Mme VILLETTE, M. LEGER, Mme ROGER

Absents excusés : Mme MALBET donne pouvoir à M. FLAUNET, M. SANTARROMANA donne pouvoir à M. ROINEAU

Absents : M. ROULLEAU, M. MOUSSIKIAN, M. CHRISTOPHE

Lesquels forment la majorité des membres en exercice.

Mme BLANCHET a été désignée comme secrétaire de séance.

Le compte rendu de la séance du 25 janvier 2018 a été approuvé à la majorité des membres présents.

COMPTE ADMINISTRATIFS 2017

COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET PRINCIPAL

M. ROINEAU présente le Compte Administratif de la Commune établi par le Maire pour l'année 2017.

Le Compte administratif est en totale concordance avec le Compte de Gestion 2017 établi par le Trésorier de La Loupe.

Le Compte Administratif montre les résultats suivants :

1) Exercice 2017

	Recettes	Dépenses	Solde
Investissement	54 839.29	54 986.91	- 147.62
Fonctionnement	386 332.24	331 382.19	54 950.05
Total	441 171.53	386 369.10	54 802.43

2) Résultat de clôture 2017

	Résultat de clôture 2016	Part affectée à l'investissement exercice 2017	Résultat de l'exercice 2017	Résultat de clôture 2017
Investissement	- 34 163.01		- 147.62	- 34 310.63
Fonctionnement	84 131.52	34 163.01	54 950.05	104 918.56
Total	49 067.49	34 163.01	54 802.43	70 607.93

(1)

3) Restes à réaliser 2017

Recettes	→	6 260.00
Dépenses	→	7 929.60

COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET EAU

M. ROINEAU présente le Compte Administratif du budget de l'eau établi par le Maire pour l'année 2017.

Le Compte administratif est en totale concordance avec le Compte de Gestion 2017 établi par le Trésorier de La Loupe.

Le Compte Administratif montre les résultats suivants :

1) Exercice 2017

	Recettes	Dépenses	Solde
Investissement	44 961.58	41 964.06	2 997.52
Fonctionnement	27 213.68	19 563.13	7 650.55
Total	72 175.26	61 527.19	10 648.07

2) Résultat de clôture 2017

	Résultat de clôture 2016	Part affectée à l'investissement exercice 2017	Résultat de l'exercice 2017	Résultat de clôture 2017
Investissement	13 722.28		2 997.52	16 719.80
Fonctionnement	- 7 899.26	0	7 650.55	- 248.71
Total	5 823.02	0	10 648.07	16 471.09

(1)

3) Restes à réaliser 2017

Recettes	→	9 161.00
Dépenses	→	0

COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET ASSAINISSEMENT

(Ne comprend qu'une section d'investissement) Aucun Mouvement

INVESTISSEMENT

Dépenses de l'exercice aucun mouvement

Recettes de l'exercice aucun mouvement

Report excédent 87.40 euros

Résultat de clôture + 87,40 euros

Monsieur FLAUNET, Maire, quitte la séance et Monsieur ROINEAU, doyen, prend la présidence pour les votes. Les comptes administratifs du budget principal et des budgets annexes Eau et Assainissement pour 2017 sont acceptés à l'unanimité des membres présents et représentés.

Monsieur FLAUNET, après avoir remercié les membres du conseil municipal reprend la présidence de l'assemblée.

COMPTES DE GESTION DU RECEVEUR

Les comptes de gestion du receveur municipal relatifs au budget principal et aux budgets annexes Eau et Assainissement, correspondent en recettes et en dépenses au compte administratif de l'exercice 2017 présenté par le Maire.

AFFECTATION DU RESULTAT DES C.A. 2017 BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES A REPORTER AU BP 2018

BUDGET PRINCIPAL

Après avoir constaté le résultat de clôture 2017 et pris connaissance des restes à réaliser, il est proposé de procéder à l'affectation du résultat 2017 de la Commune comme suit :

(R.F.) article 002 : résultat de fonctionnement reporté	68 938.33
(R.I.) article 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé	35 980.23
(D.I.) article 001 : résultat d'investissement reporté	- 34 310.63

Entendu l'exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, **décide** d'affecter le résultat 2017 de la Commune tel qu'annexé à la présente.

BUDGET EAU

Après avoir constaté le résultat de clôture 2017 et pris connaissance des restes à réaliser, il est proposé de procéder à l'affectation du résultat 2017 de la Commune comme suit :

(D.F.) article 002 : résultat de fonctionnement reporté	- 248.71
(R.I.) article 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé	0
(R.I.) article 001 : résultat d'investissement reporté	16 719.80

Entendu l'exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, **décide** d'affecter le résultat 2017 du budget de l'eau tel qu'annexé à la présente.

BUDGET ASSAINISSEMENT

Après avoir constaté le résultat de clôture 2017 et pris connaissance de l'absence des restes à réaliser, il est proposé de procéder à l'affectation du résultat 2017 du budget de l'assainissement comme suit :

(R.I.) article 001 : résultat d'investissement reporté	87.40
--	-------

Entendu l'exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, **décide** d'affecter le résultat 2017 du budget assainissement tel que ci-dessus.

VOTE DU TAUX DES TAXES COMMUNALES

Le conseil municipal après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de modifier les taux de la taxe d'habitation et de la taxe foncière sur le bâti. Le taux de la taxe foncière sur le non bâti n'est pas modifié.

Taux votés :

Taxe d'habitation	9.40 %
Taxe foncière sur le bâti	18.24 %
Taxe foncière sur le non bâti	37,74%

BUDGETS PRIMITIFS 2018

A la demande de M. le Maire, M. ROINEAU présente les projets de budgets pour 2018. Equilibrés, après les reports du résultat des comptes administratifs 2017, les budgets primitifs sont acceptés à l'unanimité et se résument ainsi :

BUDGET COMMUNE

Section de Fonctionnement :

Dépenses : 432 281.53 €
Recettes : 432 281.53 €

Section d'Investissement :

Dépenses : 327 015.70 €
Recettes : 327 015.70 €

Adopté à l'unanimité

BUDGET EAU

Section de Fonctionnement :

Dépenses : 21 157.67 €
Recettes : 21 157.67 €

Section d'Investissement :

Dépenses : 47 504.76 €
Recettes : 47 504.76 €

Adopté à l'unanimité

BUDGET ASSAINISSEMENT

Section de Fonctionnement

Dépenses : 552.00 €
Recettes : 552.00 €

Section d'Investissement :

Dépenses : 639.40 €

Recettes : 639.40 €

Adopté à l'unanimité

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

Après examen des demandes de subventions d'associations reçues en Mairie, le conseil municipal prend les décisions suivantes :

	2018
USEP 28	80.00 €
AAPPMA de Manou	80.00 €

Si réception en Mairie de nouvelles demandes écrites de subvention, elles seront alors étudiées lors des prochaines séances du Conseil.

ASSAINISSEMENT : CHOIX DU MODE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE

Le maire expose aux membres de l'assemblée qu'il a confié l'étude de la révision du zonage d'assainissement de la commune au bureau d'étude G2C Environnement.

Cette étude traduit l'analyse de l'assainissement pour chacune des zones de la commune et propose plusieurs solutions.

Après examen des différents scénarios proposés dans le rapport de phase 2 de la révision du zonage d'assainissement établi par le bureau d'étude G2C Environnement ainsi que leur implication financière,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Décide de choisir l'assainissement collectif Bourg centre à la majorité (5 pour, 2 contre et 3 abstentions).

Une enquête publique relative à ce mode d'assainissement sera ensuite réalisée.

ENERGIES D'EURE-ET-LOIR : PROJET DE MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT

Monsieur le Maire appelle l'attention du conseil municipal sur le projet de modification des statuts du Syndicat Départemental d'Energies d'Eure-et-Loir tel qu'adopté par son Comité syndical le 5 décembre 2017.

Cette modification prend tout d'abord en considération la nouvelle configuration de l'intercommunalité sur le territoire départemental et les effets induits par les transferts de compétences correspondants. En cas d'adoption, il deviendra alors possible à tout établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de devenir membre du Syndicat et d'accéder ainsi aux compétences et services organisés par lui. En l'état, cette modification des statuts est appelée à transformer le Syndicat en syndicat mixte fermé au sens de l'article L. 5711-1 du code général des collectivités territoriales.

Ainsi que le permet la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, ce projet a également pour but d'apporter de nouveaux services aux collectivités (conseil énergétique pour les bâtiments, planification énergétique territoriale, distribution de chaleur et de froid), et d'élargir le champ d'activités du Syndicat à la production d'énergies renouvelables.

Enfin, cette modification statutaire vient confirmer la nouvelle dénomination du Syndicat, à savoir ENERGIE Eure-et-Loir.

En conséquence, et conformément aux règles en vigueur, chaque collectivité membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification du projet pour se prononcer sur les modifications statutaires proposées.

Après avoir délibéré, le Conseil municipal rejette à l'unanimité le projet de modification des statuts du Syndicat Départemental d'Energies d'Eure-et-Loir ainsi présenté.

ATD : CONVENTION POUR UNE MAITRISE D'OEUVRE

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que des missions de voirie communale et départementale sont proposées par l'ATD en contrepartie de la cotisation annuelle :

- Maîtrise d'œuvre pour des projets dont le montant est inférieur à 60 000 € HT (conception du projet, préparation du marché de travaux, pilotage des travaux)
- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour des projets dont le montant est compris entre 60 000 € HT et 115 000 € HT (aide au recrutement d'un maître d'œuvre, assistance et conseil tout au long de l'opération).

Ainsi, la commune de Manou peut faire appel à l'Agence technique départementale (ATD) pour une mission de maîtrise d'œuvre dans le cadre de travaux de voirie Chemin du Boulay Bellisseaux et Chemin des Vallées ayant pour montant prévisionnel 12 096.00 € HT et 9 765.10 € HT.

Monsieur le Maire présente la convention permettant de faire intervenir l'ATD.

Après délibération, le Conseil municipal décide :

- De solliciter l'assistance de l'Agence technique départementale
- D'approuver la convention ci-jointe et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer avec l'ATD.

CREATION D'UN POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE

Le Maire, rappelle que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services en mentionnant sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité territoriale à recruter. En cas de réorganisation de service, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique Paritaire (CTP).

Compte tenu de la mise en disponibilité d'office de M. LIBERGE Jonathan, il convient de renforcer les effectifs du service Technique.

Cet agent sera amené à exercer les missions ou fonctions principales suivantes :

- Travaux de bâtiment (maçonnerie, plâtrerie, peinture, plomberie, serrurerie, menuiserie...)
- Elagage et taille des arbres, coupe et arrosage des gazons, utilisation des désherbants et produits phytosanitaires
- Entretien courant de la voirie, nettoyage, curage des fossés, signalisation et sécurisation des chantiers
- Entretien des réseaux d'eau et d'assainissement, pompes de relevage
- Contrôle de l'état de propreté des locaux (toilettes,...) et nettoyage des locaux techniques
- Entretien courant et rangement du matériel utilisé
- Réaliser des opérations de petite manutention
- Gérer les stocks de produits
- Assurer le dessalage des routes en période de verglas en hiver
- Aider à l'organisation technique des fêtes et des cérémonies

Et toutes autres tâches demandées par sa hiérarchie en lien avec le grade détenu.

L'échelonnement indiciaire, la durée de carrière et les conditions de recrutement de l'emploi ainsi créé sont fixés conformément au statut particulier du cadre d'emplois des adjoint technique, adjoint technique de 2^{ème} classe et adjoint technique de 1^{ère} classe.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
à l'unanimité

DECIDE

- 1) De créer, à compter du 29 mars 2018, un emploi permanent d'adjoint technique ou d'adjoint technique de 2^{ème} classe ou d'adjoint technique de 1^{ère} classe à 35 heures par semaine en raison de la mise en disponibilité d'office de M. LIBERGE Jonathan
- 2) D'autoriser le Maire :
 - à recruter, le cas échéant, un agent contractuel pour pourvoir cet emploi et à signer le contrat de recrutement suivant les modalités exposées ci-dessus
 - à procéder, le cas échéant, au renouvellement du contrat dans les limites énoncées ci-dessus
- 3) D'adopter la modification du tableau des emplois ainsi proposée et dit que les crédits nécessaires à la rémunération de ou des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au Budget aux chapitre et article prévus à cet effet.

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur le Maire avise le conseil municipal qu'un courrier de l'association les Contrats Bleus a été reçu relatif à une demande de mise d'un jardin partagé pour les habitants de la commune.

Monsieur le Maire informe les conseillers que l'éplucheuse à pommes de terre n'est plus utilisée à la cantine scolaire et peut donc être vendue si quelqu'un est intéressé.

Suite à une réunion à la Communauté de communes Terres de Perche, Monsieur le Maire précise qu'une trentaine de réunions sont prévues dans l'année pour l'élaboration du PLUI. Un minimum de deux conseillers doivent être présents à chaque réunion.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h00.